OBJET D'UN LYNCHAGE ISLAMO-CONSERVATEUR

Les courageux combats de Benghebrit

Jamais, peut-être, un ministre n'a suscité et ne suscite encore l'«intérêt» de la sphère islamo-conservatrice comme Nouria Benghebrit et ce, depuis sa nomination à la tête du tant sensible département de l'Éducation nationale, en mai 2014.

M. Kebci - Alger (Le Soir)- Depuis, en effet, celle qui dirigeait jusque-là le Crasc (Centre national de recherche en anthropologie sociale et culturelle) et membre de plusieurs organismes et conseils, est la cible privilégiée du couple conservateurs-islamistes qui ne lésinent aucunement sur les moyens de la vilipender, le but étant de débarquer cette ennemie de la langue arabe et de l'option de l'arabisation.

On se souvient qu'à sa succession à Abdelatif Baba-Ahmed il y a 15 mois, Benghebrit a subi la première salve de ces milieux rétrogrades en suscitant un faux débat sur ses origines prétendues juives. Ce qui, selon ces obscurantistes, l'exclut de facto de tout poste de responsabilité, surtout celui de l'Éducation nationale. Et sa feuille de route qu'elle commençait à décliner par petites doses, sachant la capacité de résistance et de nuisance des islamo-conservateurs n'a pas échappé à la vigilance de ce tandem. A chaque pas novateur de la ministre, ce duo qui se sent concurrencé dans ce qu'il estime être sa «chasse gardée», se met en branle et ses ramifications médiatiques, partisanes, syndicales, associatives et autres agissent dans une symbiose quasi parfaite. On doit bien se remémorer le lynchage dont elle a été victime quand elle a osé supprimer le fameux seuil de cours pour les candidats à l'examen du bac que d'aucuns ont longtemps considéré comme un acquis irréversible, ou encore les cas de fraude et de triche au bac et au BEM qu'on a pris soin de gonfler à dessein. Comme c'est le cas, ces jours-ci, à propos de l'usage des langues maternelles dans les toutes premières années du cursus primaire, l'une des 200 recommandations de la toute dernière conférence nationale portant évaluation de la mise en œuvre du système éducatif. Mais cela a suffi pour que Benghebrit subisse la furie et une indigne charge de ces autoproclamés gardiens du temple. Ces derniers sont allés trop loin dans leur réquisitoire contre la ministre de l'Éducation nationale en l'accusant tout simplement d'atteinte à l'unité nationale, à l'identité nationale, à la cohésion du peuple algérien, et de violation de la loi fondamentale du pays, la Constitution. Suffisant pour réclamer tout bonnement son départ pour avoir, selon eux, franchi les lignes rouges en s'en prenant aux valeurs de la société algérienne et que son maintien compliquera la situation et promet une rentrée sociale explosive.

Photo : NewPress

Benghebrit, la cible des autoproclamés gardiens du temple..

Un lynchage systématique que la ministre affronte, pour le moment, avec toute la responsabilité et la lucidité qu'imposent son poste. Nouria Benghebrit a, en effet, qualifié de «chahut inacceptable» la rumeur concernant l'introduction de l'enseignement de l'arabe dialectal dans le cycle primaire.

Précisant, ce jeudi à Laghouat, que «la langue arabe reste la première langue d'enseignement adoptée dans l'enseignement des autres matières», et que «la Constitution est claire sur la question», elle appelle tout ce beau monde à faire preuve de «sagesse et de s'occuper davantage des questions pédagogiques». Même si elle tient à préciser encore que l'introduction de la langue maternelle dans l'enseignement n'est pas encore décidée puisque figurant seulement parmi les 200 recommandations élaborées de la dernière conférence nationale sur l'éducation nationale, Benghebrit insiste sur l'impératif de «tenir compte, de façon progressive, du background linguistique de l'enfant».

Reste que si les islamo-conservateurs ont saisi toute la portée de la démarche de la ministre de l'Education nationale, celle-ci a plus que jamais besoin de l'appui et du soutien du camp moderniste présent aussi bien dans les divers rouages de l'État qu'au sein de la classe politique se revendiquant de la famille qui avance. A moins qu'elle fasse preuve de gêne à appuyer un ministre, fût-il résolument moderniste, puisque membre d'un gouvernement qui est l'émanation d'un pouvoir qu'elle récuse. Une posture qui va pour les partis islamistes dont la revendication du départ de Benghebrit entre dans leur positionnement dans l'opposition, pour leur écrasante majorité, et avec leur projet politique.

M. K.

Dr KHAOULA TALEB IBRAHIMI, SPÉCIALISTE EN SCIENCES DU LANGAGE, AUTEURE DE *LES ALGÉRIENS ET LEUR LANGUE* :

«La langue arabe mérite mieux que les gesticulations de ceux qui ont mené notre école à la ruine»

Le Soir d'Algérie : **Une instruction ministérielle pour l'introduction de l'arabe parlé à l'école fait débat. Qu'en est-il au juste ? Est-ce prématuré ? Pourquoi cette levée de boucliers ?**

Khaoula Taleb Ibrahimi : Cela fait des années que des spécialistes des sciences du langage dont je fais partie alertons les autorités concernées sur la nécessité de prendre en compte, dans les premiers apprentissages, ce que connaît l'enfant et plus particulièrement de sa ou ses premières langues, les langues de la première socialisation. Celles-ci doivent servir de levier d'apprentissage de la langue arabe enseignée à l'école mais aussi les autres langues, cela lui permettra surtout l'accès aux nouvelles connaissances en douceur sans traumatisme. Cela ne pourra se faire qu'en ayant le courage politique de reconnaître l'existence de ces langues, de leur importance dans notre paysage langagier d'une part et, d'autre part, le courage politique d'opérer une véritable révolution copernicienne dans l'apprentissage de la langue arabe et de son enseignement à l'école en privilégiant son héritage rationnel et son évolution historique de langue de grande culture. Il faut une rupture épistémologique avec les schémas surannés de la culture arabe sclérosée qui nous ont menés vers la fermeture, la violence et l'intégrisme. N'ayons pas peur des mots.

Non, ce n'est pas prématuré, bien au contraire, il faut rétablir le cours des choses pour permettre un accès aux langues scolaires qui sorte notre société de son bégaiement, sa perte de repères et de sens.

J'aurais aimé que ceux qui pensent défendre la langue arabe en la coupant de sa profondeur sociolinguistique s'appuient sur des arguments scientifiques au lieu de verser dans l'invective et l'insulte. Or, les arguments scientifiques plaident en faveur de l'introduction des langues maternelles et leur prise en compte dans les stratégies d'apprentissage et les conduites d'enseignement. Cela suppose aussi la formation des enseignants à une meilleure connaissance de leur société, de sa pluralité et de sa diversité culturelle et donc à mieux appréhender le profil de leurs élèves.

Nous sommes encore, malheureusement, enfermés dans une pensée unique, frileuse, intolérante et complètement anachronique. Car, le dogme de la langue unique souvent invoqué pour la langue arabe ne repose que sur des arguments idéologiques et théologiques qui n'ont rien à voir avec la science et les avancées en matière de sciences du langage, de didactique des langues, de psychologie, etc.

Je suis frappée de voir certains utiliser le vocable arabe classique pour parler de cette langue alors même que ce concept a été forgé par les orientalistes pour enfermer cette langue dans cette logique que nous dénonçons. Nous plaidons par contre pour une meilleure appréhension de l'évolution de la langue arabe, elle mérite mieux que les gesticulations de certains qui, malheureusement, vu le rendement de notre école, ont magistralement prouvé leur incompétence.

Propos recueillis par Brahim Taouchichet

Le soutien de la famille de l'éducation

La ministre de l'Education nationale est accusée de vouloir supprimer la langue arabe. Une nouvelle attaque dont Nouria Benghebrit fait l'objet depuis l'annonce de l'une des deux cents recommandations issues de la Conférence nationale de l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme du système éducatif.

Le retour aux langues maternelles dans l'enseignement primaire a été une proposition des spécialistes qui soulignent la nécessité de préparer progressivement l'enfant à la langue classique de l'école pour lui faire éviter «un traumatisme» qui souvent conduit à l'échec scolaire. Sans aucun argument pédagogique, des voix ont crié au scandale. Cependant, Benghebrit peut compter sur le soutien des syndicats et des associations de parents d'élèves qui, eux, trouvent en ce concept, qui n'est pas nouveau, le meilleur moyen pour l'initiation et l'apprentissage des élèves.

SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE (SNAPEST) :

«Un soubassement politique et idéologique qui ne va pas dans l'intérêt de l'école»

Meziane Meriane, coordonnateur du Snapest, estime que le moment est venu pour laisser la parole aux spécialistes et non pas aux charlatans. Le retour aux langues maternelles, l'une des recommandations de la Conférence nationale sur l'évaluation de la mise en œuvre de la réforme du système éducatif, est un concept que même l'Unesco préconise.

L'utilisation des langues maternelles, dit ce syndicaliste, est aussi l'une des recommandations de l'Unesco pour initier l'enfant à l'apprentissage sans qu'il y ait de cassure. «Lorsqu'on enseigne le français à l'enfant, on utilise la langue arabe pour l'initier, alors pourquoi ne pas utiliser la langue maternelle comme apport didactique pour l'initier à la langue arabe classique ?», s'interroge M. Meriane.

Selon lui, «cette levée de boucliers n'est qu'un soubassement politique et idéologique qui ne va pas dans l'intérêt de l'école, on doit laisser la politique en dehors de l'école».

CONSEIL NATIONAL AUTONOME DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ET TECHNIQUE (CNAPEST) :

«Un faux débat»

Messaoud Boudiba, chargé de la communication au sein du Cnapest, estime que toute cette agitation qu'a suscitée l'annonce du retour aux langues maternelles dans l'enseignement primaire est un faux débat. Le syndicaliste ne trouve rien de nouveau. «Nous avons toujours travaillé avec ce concept en enseignant en arabe dialectal, pourquoi donc tout ce remue-ménage ?» s'interroge-t-il. La faute, dit-il, incombe aux cadres du ministère de l'Education qui ont fait une annonce qui n'a même pas lieu d'être et donné ainsi l'occasion aux détracteurs de polémiquer sur un débat stérile. Ces choses-là sont claires et existent déjà et sont du ressort de l'enseignant, selon Boudiba, qui estime qu'il y a des problèmes plus sérieux qui nécessitent d'être débattus pour sauver l'école.

CONSEIL DES LYCÉES D'ALGÉRIE (CLA) :

«La langue maternelle dans l'éducation, un phénomène universel propre à l'apprentissage»

Selon Bachir Hakem, porte-parole du CLA, la langue maternelle dans l'éducation est un phénomène universel propre à l'apprentissage de toutes les langues. «L'Unesco, après plusieurs études, a recommandé à tous les peuples qu'ils soient d'Afrique ou d'Europe ou d'Asie ou d'Amérique d'utiliser la langue maternelle pour mieux maîtriser la langue officielle mais voilà que de nouveau, on utilise la politique et la religion pour arrêter toute évolutions, dit-il.

Selon le syndicat, la langue mère doit devenir la langue de l'enseignement, surtout au préscolaire. L'enseignement en Algérie dans les matières scientifiques a été jusqu'à nos jours à 90% en arabe dialectal, langue maternelle de plus de 60% des Algériens, le reste, 40%, étant amazighs, rappelle le CLA dans un communiqué. Et d'ajouter que selon un récent sondage, 76% des écoliers ne savent ni lire ni écrire au bout de quatre années de primaire et la langue joue un rôle essentiel dans cet échec.

Aujourd'hui, recommande le CLA, l'utilisation de la langue maternelle dans l'enseignement préscolaire et primaire est nécessaire car l'enfant trouve des difficultés à communiquer avec l'enseignant qui fait usage d'une langue totalement différente de celle utilisée au sein du foyer familial.

«Nous sommes sur le terrain et nous corrigeons les copies des enfants algériens et nous pouvons le dire tout haut que ce sont des victimes des différentes expériences qu'ils ont vécues. Nous avons produit des ignorants trilingues et nous en sommes tous responsables. Et en ce qui concerne l'arabe classique, la plupart ne savent ni l'écrire ni la prononcer. Même ceux qui ont commencé l'arabe dans les écoles coraniques trouvent des difficultés dans cette langue», conclut le syndicaliste.

ASSOCIATION NATIONALE DES PARENTS D'ÉLÈVES :

«Il n'y a rien de nouveau dans les déclarations de la ministre»

Khaled Ahmed, président de l'Association nationale des parents d'élèves, estime qu'il n'y a rien de nouveau dans les déclarations de la ministre de l'Education par rapport au retour aux langues maternelles dans l'enseignement. «C'est le concept utilisé depuis toujours et ça ne nécessite pas autant de tapage médiatique», dit-il.

Le président de l'Association des parents d'élèves dit soutenir «toutes les réformes de Benghebrit pour moderniser l'école. C'est aux enseignants de décider quel est le meilleur moyen de transmettre le message».

Salima Akkouche